

## N° 2. AMPLIFIONS LES ACTIONS !

En parallèle à la négociation du régime général et au refus du patronat de renoncer à la précarité généralisée (cf. *écho des négos du régime général n°6 de la séance du 9 janvier dernier*), s'est tenue ce 11 janvier, la 2<sup>ème</sup> séance de la négociation pour les droits des artistes et des technicien-ne-s intermittent-e-s du spectacle.

Pendant que se déroulait la séance au Conseil économique, social et environnemental, un groupe de militant-e-s a déployé deux banderoles sur la façade de l'Opéra National de Paris exigeant le retrait des deux lettres de cadrage : celle du gouvernement qui exige 1,3 milliards d'euros de baisses de droits par an sur 3 ans des chômeurs et qui oblige à la réouverture des négociations du régime général, et celle des négociateurs « interpro » qui ont signé une énième exigence d'économies sur le dos des salariés intermittents du spectacle.

Une délégation a été reçue au cabinet du ministre de la Culture à 13H pour porter cette revendication. Le représentant du ministère, tout en se déclarant solidaire de la politique du gouvernement, a rappelé que le nouveau ministre souhaitait le maintien de l'accord de 2016 pour les salariés intermittents.

La délégation a porté également nos exigences pour les services publics dans la Culture, pour l'emploi à travers notamment le FONPEPS et pour les droits sociaux.

Lors de la séance de négociations, la Cgt spectacle a proposé un courrier commun aux autres organisations syndicales et à nos employeurs représentés par la Fesac pour constater que la lettre de cadrage ne permet pas une négociation correcte en deux semaines, alors que le comité d'experts a déclaré ne pas pouvoir évaluer avant le 21 janvier ni l'accord de 2016 ni de nouvelles demandes.

Cela plaide pour une reconduction de l'accord de 2016, mais en veillant à la bonne transposition.

Un document commun précisant cette meilleure transposition sera à l'étude le 17 janvier.

Face à un gouvernement fébrile et dont la politique inégalitaire est fragilisée par le mouvement des gilet jaunes, et face à un patronat qui veut répercuter les économies sur le dos des chômeurs du régime général et sur les salariés intermittents en particulier, les actions comme celle à l'Opéra National de Paris vont s'amplifier !

Paris, le 11/01/2019.